

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages¹

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en version française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages.*

Avis de publication

Le *Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages* a reçu l'approbation ministérielle requise et est entré en vigueur le **19 février 2014**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 19 février 2014, et est reproduit ci-dessous.

Le 20 février 2014

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

A.M., 2014

Arrêté numéro D-9.2-2014-02 du ministre des Finances et de l'Économie en date du 4 février 2014

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

CONCERNANT le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages

VU que le paragraphe 2^o de l'article 202.1 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) prévoit que l'Autorité des marchés financiers détermine, par règlement, les règles relatives à la formation continue obligatoire à l'égard des représentants autres que les planificateurs financiers;

VU que la Chambre de l'assurance de dommages est une personne morale instituée en vertu de cette loi;

VU que le quatrième alinéa de l'article 312 de cette loi prévoit que la Chambre de l'assurance de dommages exerce, à l'égard de ses membres, le pouvoir réglementaire prévu par l'article 202.1 de cette loi;

VU que les premier et deuxième alinéas de l'article 194 de cette loi prévoient que l'Autorité publie au Bulletin le projet de règlement pris par une chambre en vertu du quatrième alinéa de l'article 312 et qu'un projet de règlement doit être accompagné d'un avis indiquant notamment le délai avant l'expiration duquel le projet ne pourra être édicté ou soumis pour approbation et le fait que tout intéressé peut, durant ce délai, transmettre des commentaires à la personne qui y est désignée;

VU que les premier et troisième alinéas de l'article 217 de cette loi prévoient qu'un règlement pris par une chambre en vertu du quatrième alinéa de l'article 312, est soumis à l'approbation du ministre qui peut l'approuver avec ou sans modification, qu'un projet de règlement visé au premier alinéa ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

VU que le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages a été approuvé par le décret numéro 1452-2001 du 5 décembre 2001;

VU qu'il y a lieu de remplacer ce règlement;

VU que le projet de Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 10, n^o 46 du 21 novembre 2013;

VU que la Chambre de l'assurance de dommages a adopté le 28 février 2013 le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances et de l'Économie approuve sans modification le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 4 février 2014,

Le ministre des Finances et de l'Économie,
NICOLAS MARCEAU

Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2, a. 202.1, par. 2^o et a. 312)

SECTION I
CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. Le présent règlement s'applique à tout représentant titulaire d'un certificat délivré par l'Autorité des marchés financiers qui l'autorise à exercer ses activités dans une discipline ou catégorie de discipline de l'assurance de dommages ou de l'expertise en règlement de sinistres.

2. Dans le présent règlement, on entend par :

« formateur » : la personne physique qui agit comme enseignant ou animateur d'une activité de formation reconnue par la Chambre;

« période de référence » : toute période de 24 mois débutant le 1^{er} janvier d'une année paire;

« UFC » : unité de formation continue constituée d'une heure d'activité de formation reconnue par la Chambre.

SECTION II
FORMATION

§1. Période, fréquence et contenu de la formation

3. Un représentant doit accumuler au moins 20 UFC par période de référence, dans les catégories énoncées à l'article 4, selon les modalités suivantes :

1^o 12 UFC dans les catégories visées aux paragraphes 1^o à 4^o;

2^o 5 UFC dans les catégories visées aux paragraphes 1^o à 5^o;

3^o 3 UFC dans la catégorie visée au paragraphe 4^o.

4. Les activités de formation continue reconnues par la Chambre se retrouvent dans les catégories suivantes :

1^o l'administration :

- a) économie;
- b) comptabilité et finance;
- c) gestion d'entreprise;
- d) technique de formation;

2^o les techniques d'assurance :

- a) assurance des particuliers;
- b) assurance des entreprises;
- c) gestion des risques;
- d) expertise en règlement de sinistres;

3^o le droit :

- a) lois et règlements relatifs à l'assurance de dommages;
- b) droit civil;

4^o la conformité :

- a) déontologie et pratique professionnelle en assurance de dommages;
- b) lois et règlements sur la distribution de produits et services financiers;

- c) lois et règlements relatifs à la protection des renseignements personnels;

5^o le développement professionnel :

- a) efficacité opérationnelle;
- b) développement du rôle conseil.

§2. Modulations de l'obligation de formation et dispense

5. Tout représentant à qui un certificat est délivré doit accumuler, pour la période de référence en cours et conformément aux modalités prévues à l'article 3, des UFC au prorata du nombre de mois complets écoulés pendant lesquels il est titulaire d'un certificat.

6. Le représentant qui se voit délivrer un certificat pour la première fois par l'Autorité des marchés financiers est dispensé de se conformer aux obligations prévues à la sous-section 1 pendant une période de 12 mois qui suit la délivrance du certificat. Une fois cette période terminée, il doit accumuler un nombre d'UFC équivalant à la proportion que représente, par rapport à une période de référence, le nombre de mois complets non écoulés pour la période de référence en cours. Pour le calcul de cette proportion, le nombre d'UFC est arrondi à l'unité supérieure la plus proche.

7. Le représentant est dispensé de ses obligations de formation continue s'il est absent ou en congé pendant une durée d'au moins quatre semaines consécutives pour cause de maladie ou d'accident, ou pour raisons familiales ou parentales. Pour l'application du présent article, les causes et les modalités d'absence ou de congé visées sont celles prévues aux sections V.0.1 et V.1 du chapitre IV de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1).

Le représentant obtient une dispense conformément au premier alinéa s'il en fait la demande écrite à la Chambre en précisant les motifs justifiant la dispense et en présentant, au soutien de sa demande, le document justificatif ou le certificat médical attestant la situation invoquée.

La Chambre accorde la dispense pour la durée et aux conditions prévues au document justificatif ou au certificat médical.

Lorsqu'elle refuse la demande de dispense, en tout ou en partie, la Chambre en avise le représentant par écrit et l'informe de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'elle indique.

8. Dès que cesse la situation ayant donné lieu à la dispense, le représentant en avise immédiatement la Chambre par écrit. Il doit alors se conformer aux obligations prévues par le présent règlement et accumuler un nombre d'UFC équivalant à la proportion que représente, par rapport à une période de référence, le nombre de mois complets de cette période, écoulés ou non, au cours desquels il n'aura pas été dispensé de ses obligations. Pour le calcul de cette proportion, le nombre d'UFC est arrondi à l'unité supérieure la plus proche.

9. Le représentant n'est pas dispensé de ses obligations, au sens du présent règlement, pour la période pendant laquelle il cesse d'être autorisé à exercer ou il se voit imposer des conditions ou des restrictions. Toutefois, si le représentant cesse d'être autorisé pour une période de plus d'un an, il est dispensé de ces obligations pour la partie de cette période qui excède un an.

10. Une activité de formation imposée à un représentant par le conseil d'administration de la Chambre suite à la recommandation du comité de discipline constitue une activité de formation continue reconnue au sens du présent règlement.

Toutefois, les UFC relatives à cette activité ne peuvent être comptabilisées dans les 20 UFC requis conformément à l'article 3.

§3. Cumul et affectation d'UFC

11. Le représentant qui agit à titre de formateur dans le cadre d'une activité de formation reconnue par la Chambre a droit, une seule fois pour cette activité, au double d'UFC normalement attribuées à celle-ci.

Le représentant qui cesse d'être autorisé à exercer à ce titre ou qui se voit imposer des conditions ou restrictions d'exercice ne peut agir à titre de formateur pendant cette période.

12. Le représentant peut accumuler les UFC attribuables à une activité de formation un maximum de deux fois, pourvu que cette activité soit suivie dans des périodes de référence différentes.

13. Le représentant qui accumule plus d'UFC que requis pendant une période de référence se voit reporter un maximum de 5 UFC à la période subséquente.

14. Un représentant qui, au 31 mars suivant la fin d'une période de référence, est en défaut de se conformer aux obligations de formation continue prévues par le présent règlement, ne peut affecter à la période pour laquelle il est en défaut des UFC accumulées après le 31 mars de la période de référence subséquente, à moins que l'Autorité des marchés financiers ait rendu une décision de suspension en vertu du deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) et que telle décision ait été exécutée en entier.

§4. Avis de la Chambre

15. Dans les 30 jours suivant la fin de la période de référence, la Chambre transmet un avis de défaut à chaque représentant n'ayant pas accumulé le nombre d'UFC requis à l'article 3 et l'avise des conséquences prévues

par l'article 14, par le deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et par les articles 57 et 63 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat du représentant (chapitre D-9.2, r. 7).

16. Le représentant en défaut doit accumuler, au plus tard le 31 mars suivant la fin de la période de référence, le nombre d'UFC qu'il est en défaut d'avoir accumulé dans une ou plusieurs des catégories visées à l'article 4.

17. La Chambre transmet à l'Autorité des marchés financiers, à la fin de la période visée à l'article 16, la liste des représentants n'ayant pas accumulé le nombre d'UFC requis.

§5. Conservation et communication de documents

18. La personne, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui dispense une activité de formation doit transmettre à la Chambre, dans les 10 jours ouvrables de la tenue de la formation, la liste de présence des représentants ayant suivi la formation.

19. Le représentant doit conserver, pour une période de 24 mois suivant la fin d'une période de référence, les pièces justificatives concernant chaque activité de formation reconnue par la Chambre à laquelle il a participé et s'il en est, les attestations de présence ou de réussite d'examens ou de tests ou les relevés de notes remis par la personne, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui a dispensé l'activité de formation concernée.

20. Dans les 30 jours suivant une demande de la Chambre, le représentant doit lui transmettre une copie des attestations qu'il est tenu de conserver conformément à l'article 19.

SECTION III RECONNAISSANCE DES FORMATEURS ET DES ACTIVITÉS DE FORMATION

21. La Chambre reconnaît un formateur s'il cumule trois ans d'expérience dans la matière enseignée et s'il respecte l'une des conditions suivantes :

1^o il cumule 24 heures de formation en méthode de transmission des connaissances;

2^o il détient 240 heures d'expérience à titre de formateur;

3^o il cumule 12 heures de formation en méthode de transmission des connaissances et détient 100 heures d'expérience à titre de formateur.

22. La Chambre reconnaît les activités de formation et établit leur durée admissible pour le calcul des UFC qui s'y rattachent, si ces activités permettent le développement des connaissances, des compétences et des habiletés professionnelles suivantes :

1° acquisition et enrichissement d'une conception intégrée de l'exercice des activités pour lesquelles les représentants détiennent une autorisation d'exercice;

2° acquisition et application de connaissances et de méthodes d'analyse propres aux domaines d'intervention des représentants;

3° acquisition, compréhension et application de connaissances théoriques et techniques en matière de conformité aux normes, de pratique et d'éthique professionnelle.

Une activité de formation basée sur la vente ou la promotion d'un produit ne peut être reconnue au sens du présent règlement.

23. La demande de reconnaissance d'une activité de formation doit être présentée au moins 30 jours avant la tenue de l'activité.

24. La demande de reconnaissance d'une activité de formation doit contenir notamment les éléments suivants :

1° une description de l'activité de formation visée, de son cadre pédagogique et des matières visées par l'article 4 qui y sont abordées;

2° le déroulement et la durée de cette activité;

3° un document énonçant les objectifs de l'activité et expliquant en quoi celle-ci permet le développement des connaissances, compétences et habiletés professionnelles mentionnées à l'article 22;

4° le mode d'évaluation de la réussite de l'activité, le cas échéant;

5° le curriculum vitae du formateur décrivant ses expériences de travail et ses expériences pédagogiques.

La demande est accompagnée du paiement des frais fixés par la Chambre pour la présentation d'une demande de reconnaissance.

25. Lorsque la Chambre refuse la demande de reconnaissance ou reconnaît l'activité pour un nombre d'UFC inférieur à celui demandé, elle avise par écrit le demandeur concerné de son droit de présenter ses observations par écrit dans le délai qu'elle indique. La Chambre transmet ensuite sa décision finale au demandeur.

26. La reconnaissance d'une activité est valide pour une durée de 24 mois à compter de la date de la décision, ou à compter de toute autre date qui y est mentionnée. À la fin de cette période, le demandeur doit présenter une demande de renouvellement à la Chambre s'il désire maintenir la reconnaissance.

27. Toute personne, organisme ou établissement d'enseignement qui désire modifier une activité de formation reconnue par la Chambre doit déposer une nouvelle demande de reconnaissance.

28. Au plus tard le dernier jour de la période de référence en cours, un représentant peut présenter à la Chambre une demande de reconnaissance d'une activité de formation qu'il a suivie et qui n'est pas déjà reconnue. La décision rendue suite à une telle demande ne vaut que pour le représentant visé. En plus des éléments mentionnés à l'article 24, le représentant doit fournir une attestation de sa présence à cette activité ou une attestation de la réussite de celle-ci, le cas échéant.

29. La Chambre peut annuler la reconnaissance d'un formateur ou d'une activité ou diminuer le nombre d'UFC qui y est attribué si elle constate que l'activité offerte diffère de celle reconnue ou si les conditions prévues au présent règlement ne sont pas respectées. La Chambre avise par écrit le demandeur concerné de son droit de présenter ses observations par écrit dans le délai qu'elle indique. La Chambre transmet ensuite sa décision finale au demandeur.

SECTION IV DISPOSITIONS FINALES

30. Le présent règlement remplace le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages (chapitre D-9.2, r. 12).

31. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

61044

Regulation to amend the Construction Code

Building Act
(chapter B-1.1, s. 173, 1st par., subpars. 1, 2, 3, 7, 8 and 10, and s. 178)

1. The Construction Code (chapter B-1.1, r. 2) is amended in section 8.06 by replacing the references in Table 1

“

CCBFC	NRCC 476667F	National Fire Code – Canada 2005	8.21, 1st paragraph
CSA	CSA-B139-04	Installation Code for Oil Burning Equipment	8.21, 2nd paragraph 8.84, paragraph 1, subpar. c

”

by the following:

“

CCBFC	NRCC 53303	National Fire Code – Canada 2010	8.21, 1st paragraph
CSA	CSA-B139-2009	Installation Code for Oil Burning Equipment	8.21, 2nd paragraph 8.84, paragraph 1, subpar. c

”

2. Section 8.07 is replaced by the following:

“**8.07.** Unless otherwise indicated in this Chapter, the referenced documents indicated in Table 1 of section 8.06 include all later amendments to an edition, published by an agency mentioned in that Table.

Despite the foregoing, amendments published after 6 March 2014 apply to construction work only as of the date corresponding to the last day of the sixth month following the month in which those amendments are published.

Unless otherwise provided for, a reference in this Chapter to a standard or code is a reference to that standard or code as adopted by the chapter of the Construction Code or Safety Code (chapter B-1.1, r. 3) that refers to it.”

3. The second paragraph of section 8.21 is replaced by the following:

“Any petroleum equipment that is covered by the standard “Installation Code for Oil Burning Equipment” (CSA-B-139), published by the Canadian Standards Association, must be installed in accordance with the requirements of that standard if the equipment is intended to store diesel fuel or fuel oil and to supply an engine or equipment that is installed permanently.”

4. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

3250

M.O., 2014

Order number D-9.2-2014-02 of the Minister of Finance and Economy, February 4, 2014

An Act respecting the distribution of financial products and services
(chapter D-9.2)

CONCERNING Regulation of the Chambre de l'assurance de dommages respecting compulsory professional development

WHEREAS, under paragraph 2 of section 202.1 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), the Autorité des marchés financiers shall determine, by regulation, the rules governing compulsory professional development for representatives other than financial planners;

WHEREAS the Chambre de l'assurance de dommages is a legal person established under the Act;

WHEREAS, under the fourth paragraph of section 312 of the Act, the Chambre de l'assurance de dommages shall exercise, in respect of its members, the regulatory power provided for in section 202.1;

WHEREAS, under the first and the second paragraphs of section 194 of the Act, the Autorité des marchés financiers shall publish in the information bulletin the draft regulation made by a Chamber under the fourth paragraph of section 312 and every draft regulation must be published with a notice stating the time that must elapse before the draft regulation may be made or be submitted for approval, and stating the fact that any interested person may, during that time, submit comments to the person designated in the notice;

WHEREAS, under the first and the third paragraphs of section 217 of the Act, a regulation made by a Chamber under the fourth paragraph of section 312 must be submitted to the Minister for approval with or without amendment, a draft of a regulation referred to in the first paragraph may not be submitted for approval and the regulation may not be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft and the regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation of the *Chambre de l'assurance de dommages* respecting compulsory professional development has been approved by Order in Council no. 1452-2001 dated December 5, 2001;

WHEREAS there is cause to replace this regulation;

WHEREAS the draft Regulation of the *Chambre de l'assurance de dommages* respecting compulsory professional development was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, volume 10, no. 46 of November 21, 2013;

WHEREAS the *Chambre de l'assurance de dommages* made the Regulation of the *Chambre de l'assurance de dommages* respecting compulsory professional development on February 28, 2013;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance and Economy approves without amendment the Regulation of the *Chambre de l'assurance de dommages* respecting compulsory professional development appended hereto.

February 4, 2014

NICOLAS MARCEAU,
The Minister of Finance and Economy

Regulation respecting the compulsory professional development of the *Chambre de l'assurance de dommages*

An Act respecting the distribution of financial products and services
(chapter D-9.2, s. 202.1, par. 2; s. 312)

DIVISION I **SCOPE AND INTERPRETATION**

1. This Regulation applies to all representatives who hold a certificate issued by the *Autorité des marchés financiers* authorizing them to practice in any sector or class of sector of damage insurance or claims adjustment.

2. In this Regulation:

“PDU” means a professional development unit consisting of one hour of training activity recognized by the Chamber;

“Reference period” means any 24-month period beginning on January 1st of an even-numbered year;

“Trainer” means a natural person who acts as an instructor or facilitator and who provides a training activity.

DIVISION II **TRAINING**

§1. Period, frequency and content of training

3. A representative must accumulate at least 20 PDUs per reference period, in the categories listed in Section 4, as follows:

1° 12 PDUs in the classes listed in paragraphs 1 to 4 of section 4;

2° 5 PDUs in the classes listed in paragraphs 1 to 5 of section 4; and

3° 3 PDUs in the class listed in paragraph 4 of section 4.

4. The training activities recognized by the Chamber shall fall within the following categories:

1° administration:

- (a) economics;
- (b) accounting and finance;
- (c) business management;
- (d) training techniques.

2° insurance techniques:

- (a) personal lines insurance;
- (b) commercial lines insurance;
- (c) risk management;
- (d) claims adjustment.

3° law:

- (a) laws and regulations respecting damage insurance;
- (b) civil law.

4° compliance:

(a) ethics and the professional practice of damage insurance;

(b) laws and regulations respecting the distribution of financial products and services;

(c) laws and regulations respecting the protection of personal information.

5° professional development:

(a) operational efficiency;

(b) development of the advisory role.

§2. Variations in the training requirements and exemptions

5. A representative who is issued a certificate shall, for the reference period in effect, and in accordance with the requirements set forth in section 3, accumulate PDUs pro rata to the number of full months elapsed during the time he holds the certificate.

6. A representative whose certificate is issued for the first time by the Autorité des marchés financiers is exempted from the requirement to accumulate PDUs for a period of 12 months after the issuance of the certificate.

After this period, he must accumulate a number of PDUs equivalent to the total number of PDUs required for the reference period, pro-rated to the number of remaining months for the reference period. For the purposes of this calculation, the number of PDUs is rounded to the closest superior whole number.

7. A representative is exempt from the professional development requirements if he is absent or on leave during a period of at least four consecutive weeks owing to sickness or accident, or for family or parental reasons. For purposes of this section, the causes and terms of an absence or leave are those set out in Divisions V.0.1 and V.1 of Chapter IV of An Act respecting labour standards (chapter N-1.1).

A representative may obtain an exemption in accordance with the 1st paragraph if he submits a written request to the Chamber setting out the reasons justifying the exemption and provides the supporting document or medical certificate attesting the existence of the situation invoked.

The Chamber grants the exemption for the duration and under the conditions provided for in the supporting document or medical certificate.

When it refuses the exemption in whole or in part, the Chamber advises the representative in writing and informs the latter of his right to present written observations within the time limits given by it.

8. The representative must immediately notify the Chamber in writing as soon as the situation giving rise to the exemption ceases to exist. He must then comply with the requirements prescribed by this Regulation and accumulate a number of PDUs equal to the proportion that the number of full months, whether or not elapsed, during which he was not exempted from the requirements during a reference period is to that reference period. In computing such proportion, the number of PDUs is rounded up to the nearest unit.

9. A representative is not exempt from the requirements under this Regulation for the period during which he ceases to be authorized to practise or during which conditions or restrictions on his right to practice are imposed on him. However, if the period for which the representative ceases to be authorized to practice exceeds one year, he is exempted from the requirements for the duration of that period exceeding one year.

10. A training activity imposed on a representative by the board of directors of the Chamber following a recommendation of the discipline committee, constitutes a training activity for the purposes of the present Regulation.

However, the PDUs for that activity cannot be counted for the purposes of the 20 PDUs required per reference period.

§3. Accumulation and assignment of PDUs

11. A representative who acts as a trainer for a training activity recognized by the Chamber is entitled, only once for the activity, to double the number of PDUs usually awarded for the activity.

A representative whose right to practise has been restricted, or who has had conditions imposed on such right, cannot act as a trainer during that period.

12. A representative can follow and accumulate PDUs attributable to a given training activity a maximum of two times, so long as that activity is followed in different reference periods.

13. A representative who accumulates more PDUs than required during a reference period will have a maximum of 5 PDUs carried forward to the subsequent period.

14. A representative who, as at March 31st following the end of a reference period, has failed to comply with the professional development requirements prescribed by this Regulation may not assign to the period in respect of which he is in default PDUs accumulated after March 31st of the subsequent reference period, unless the Autorité des marchés financiers has rendered a suspension decision under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) and such decision has been fully executed.

§4. Notice from the Chamber

15. Within 30 days following the end of a reference period, the Chamber must send a notice of default to each representative who has not accumulated the number of PDUs required under section 3 and informs him of the consequences under section 14, under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services and under sections 57 and 63 of the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (chapter D-9.2, r. 7).

16. At the latest by March 31st following the end of the reference period, a representative who is in default must accumulate the number of PDUs he has failed to accumulate in one or more of the categories referred to in section 4.

17. At the end of the period referred to in section 16, the Chamber sends the Autorité des marchés financiers a list of the representatives who have not accumulated the required number of PDUs.

§5. Keeping and sending of documents

18. The certified trainer, training body or educational institution providing the training activity shall send to the Chamber a list of representatives who took part in the training activity within 10 business days following the date on which such activity is held.

19. A representative must keep, for a 24-month period following the end of a reference period, the supporting documents regarding each training activity recognized by the Chamber in which he took part and any attendance vouchers, certificates of exam or test results or transcripts provided by the person, organization or educational institution having provided the training activity in question.

20. Within 30 days following a request from the Chamber, a representative must forward to the Chamber a copy of the attestations he is required to keep in accordance with section 19.

DIVISION III
CERTIFICATION OF TRAINERS AND TRAINING ACTIVITIES

21. The Chamber certifies trainers if he or she has three years of experience in the given subject matter and meets one of the following conditions:

1° He or she has followed at least 24 hours of training in knowledge transmission;

2° He or she has 240 hours of experience as trainer;

3° He or she has followed at least 12 hours of training in knowledge transmission and has 100 hours of experience as trainer.

22. The Chamber recognizes training activities and establishes the eligible duration of those activities to calculate the PDUs relating thereto if the activities enable development of the following professional knowledge, competencies and skills:

1° acquisition and betterment of an integrated approach to the pursuit of the activities for which the representatives hold an authorization to practise;

2° acquisition and application of knowledge and analysis methods specific to the activities of representatives;

3° acquisition, comprehension and application of theoretical and technical knowledge in subjects pertaining to compliance with standards, business conduct and professional ethics.

A training activity based on the sale or promotion of a product cannot be recognized under this Regulation.

23. An application for certification of a training activity must be submitted at least 30 days before the activity is held.

24. The application for certification of a training activity must include the following:

1° a description of the training activity in question, its pedagogical framework and the subjects referred to in section 5 that are dealt with in the training activity;

2° the procedure for the activity and its duration;

3° a document setting out the objectives of the activity and explaining how the activity develops the professional knowledge, skills and competencies referred to in section 21;

4° the method for assessing successful completion of the activity, if applicable;

5° the curriculum vitae of the trainer describing his work experience and pedagogical experience.

The application must be accompanied by payment of the fees determined by the Chamber for an application for certification.

25. When the Chamber refuses an application regarding certification of a training activity or decreases the number of eligible PDUs, it must inform the applicant in question of his right to submit written observations within the time limit indicated by it. The Chamber must then send its final decision to the applicant.

26. Certification of an activity is valid for 24 months from the date of the certification decision or from any other date mentioned therein. At the end of that period, if the applicant wishes to maintain the certification, he must submit an application for renewal to the Chamber.

27. Any person, organization or educational institution that wishes to amend a training activity certified by the Chamber must submit a new application for certification.

28. No later than the last day of the reference period in effect, a representative may submit an application to the Chamber for the awarding of PDUs for a training activity in which he took part and which has not been certified by the Chamber. The decision to award PDUs is valid only for the representative in question. In addition to the elements mentioned in section 23, the representative must provide a voucher attesting that he attended the activity or a certificate of exam or test results, as the case may be.

29. The Chamber may cancel recognition of a trainer or certification of an activity, or decrease the number of PDUs awarded therefor if it becomes aware that the activity being provided is different from the activity that was recognized or if the conditions set out in this Regulation are not being met.

DIVISION IV FINAL PROVISIONS

30. This Regulation replaces the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages (chapter D-9.2, r. 12).

31. This Regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

3238

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BACHAND	YVES	Courtage Direct Banque Nationale inc.	2014-02-04
BARONELLO	MELISSA	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2014-01-31
BEAUCHAMP	GENEVIÈVE	Courtage Direct Banque Nationale inc.	2014-02-03
BOUCHARD	FANY	Scotia Capitaux Inc.	2014-01-31
BOUCHER	JEAN-FRANÇOIS DAVID	Financière Banque Nationale Inc.	2014-02-07
COLA	WARREN	Richardson GMP Limitée	2014-02-10
DE RUBERTIS	JOHN	Financière Banque Nationale Inc.	2014-02-03
DIOP	ABDEL-AZIZ	RBC Placements en Direct Inc.	2014-02-10
FOURNIER-VIENS	MATTHIEU	Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.	2014-01-31
FRATIPIETRO	ANGELINA	Placements Manuvie incorporée	2013-12-31
HARTMANN	RALPH PETER	Financière Banque Nationale Inc.	2014-02-07
HIJAZI	RAMI	Valeurs Mobilières HSBC (Canada) Inc.	2014-02-07
HUBERT	BRIGITTE	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2014-02-07
L'ITALIEN	ANNY	Financière Banque Nationale Inc.	2014-01-31
LABROSSE	GEORGES ARTHUR	BMO Nesbitt Burns Inc.	2014-02-03
LABROUSSE	BENJAMIN	Financière Banque Nationale Inc.	2014-01-24
MACINTOSH	HOLLY PATRICIA ANNE	Scotia Capitaux Inc.	2014-01-31
MARINEAU	RICHARD MICHEL	BMO Nesbitt Burns Inc.	2014-01-31
MARTINOT	ARTHUR	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2014-02-10
ORR	MICAH KENNETH	TD Waterhouse Canada inc.	2014-02-01
ROUSSEAU	FREDERICK	Scotia Capitaux Inc.	2014-01-31
ROY	MARTIN	Scotia Capitaux Inc.	2014-01-31
ST-JEAN	BRUNO FREDERIC	Financière Banque Nationale Inc.	2014-01-20
TANGUAY	MARIE-EVE	Scotia Capitaux Inc.	2014-01-31
TANGUAY	JOCELAINE	Marchés mondiaux CIBC inc.	2014-02-06
TASCIYAN	RYAN RONALD	Financière Banque Nationale Inc.	2014-01-31
THOMSON OPOLKO	ERIN	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2014-02-04

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
VODENITCHARO	LOSSIF	Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.	2014-02-10
ZENAGUI	SAIDA	RBC Placements en Direct Inc.	2014-01-27

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des	

particuliers (Courtier)
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)
5a Expertise en règlement de sinistres
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises
6a Planification financière

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100383	APRIL, ROSAIRE	1a	2014-02-03
101379	BEUCHEMIN, JOCELYNE	4a	2014-02-05
102663	BERGOLA, FRANCO	1a, 2a	2014-02-10
102753	BERNIER, BENOIT	4a	2014-02-17
104117	BOUCHARD, CLAUDE	1a	2014-02-06
104552	BOULANGER, FRANCINE	4a	2014-02-03
106104	CARPINI, MICHAEL	1a, 2a	2014-02-07
106144	CARRIER, LISE	3a	2014-02-18
106454	CHAGNON, JULIE	6a	2014-02-04
108678	DAGENAIS, CHRISTIANE	3a	2014-02-12
110761	DROUIN, RENÉ	6a	2014-02-04
110908	DUBOIS, GILLES	4a	2014-02-14
111504	DUPUIS, GASTON	1a	2014-01-30
112026	FAUCHON, HUGUETTE	6a	2014-02-06
112073	FELBER, CATHERINE	1a, 2a, 6a	2014-02-04
112681	FORTIN, MARC	C	2014-02-04
112794	FOURNIER, DOMINIC	2a	2014-02-18
112884	FRADETTE, STEVE	3b	2014-02-10
115378	GREFFARD-LEGAULT, PAULINE	6a	2014-01-30
115862	GUIMONT, JEAN-CLAUDE	1a	2014-02-03
119413	LAPINTE-VOLLERING, MYLENE	6a	2014-02-04
119661	LAROUCHE, CAROL	1a	2014-02-10

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
120706	LEDUC, ROGER	1a, 2b	2014-02-14
122623	PATRY, ÉLIETTE	3a	2014-02-07
126057	PARENTEAU, CHANTAL	3b	2014-02-05
126318	PELLERIN, JULIE	4a	2014-02-06
126667	PERREAULT, STÉPHANE	2a	2014-02-07
128208	RACINE, ALAIN	1a	2014-02-03
128887	RIOUX, JOSÉE	6a	2014-02-05
129090	ROBERT, SYLVIE	6a	2014-02-04
129945	ROYEA, JENNIFER	1a, 2a	2014-02-11
130470	SAVARD, LOUISE	3a	2014-02-10
130595	SCHWAB, IRÈNE	6a	2014-02-04
131823	TAILLON, DANIEL	4a	2014-02-10
131952	TARDIF, ALAIN	2a	2014-02-07
132330	DIONNE-TERRIEN, LOUISELLE	3a	2014-02-06
133466	TURCOTTE, JOËL	1a	2014-02-14
136513	HERMITTE, NELLY	6a	2014-02-10
137586	DESROCHERS, CAROLE	5a	2014-02-17
137955	MAZZARELLI, GENE	5a	2014-02-05
139551	CHABOT, PIERRE	5a	2014-02-13
140414	LEBLANC, DONALD	6a	2014-02-11
142813	MICHAUD, DORIS	5a	2014-02-05
147559	GAUTHIER, MARIE-HÉLÈNE	4b	2014-02-17
147588	LAHAYE, MANON	3b	2014-02-14
148450	THOMAS, NATHALIE	3a	2014-02-07
148679	CHEVALIER, MYRIAM	4b	2014-01-31
151063	GAUTHIER, KARINE	4b	2014-02-13
151791	PAUL, JEAN-NICOL	1a	2014-01-30
153865	BOUCHARD, FANY	6a	2014-02-03
154766	SHANAHAN, KEVIN	1a	2014-01-31
155172	SIV, VETH	3b	2014-02-17
157077	GIROUARD, LINDA	6a	2014-01-29
158340	ROBERT, MAUDE	4b	2014-02-10
158805	RENAUD, JEAN-SÉBASTIEN	1a, 2b	2014-02-07

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
158897	RUSSELL, JOSÉE	4b	2014-02-11
159209	CARRIER, MARTINE	3b	2014-02-17
161713	DUPUIS, MARTYN	6a	2014-02-06
161808	ROY, MARTIN	1a	2014-01-31
162845	PERRAS, FRÉDÉRIC	3b	2014-02-05
163569	LABRECQUE, FRANÇOIS	1a	2014-02-03
164133	DESJARDINS, ANNIE	6a	2014-01-29
165406	GUAY, ROBERT	4a	2014-02-10
167247	BEAUDOIN, ELISE	1a	2014-02-11
167475	PRESSEAU, MANON	4c	2014-02-04
168641	MILLAIRE, SYLVAIN	4a	2014-02-14
169983	GAGNON, SYLVIE	3b	2014-02-04
170483	KHAYAT, ÉMILE	6a	2014-02-05
171522	DÉRAGON, GENEVIÈVE	1a	2014-02-13
171997	MC KIBBIN, VALÉRIE	4b	2014-02-14
173781	LABRECQUE, BÔ	1a	2014-02-13
173816	ROUSSEAU, FREDERICK	1a	2014-01-31
175300	SEKKOUR, FAHD	3b	2014-02-07
176033	LAQUERRE-BÉDARD, CAROLINE	4b	2014-02-14
176580	GUILBAULT, MAXIME	4b	2014-01-30
177588	TAHRI, MAHFOUD	1a	2014-02-18
177846	LAFRENIÈRE, ANGÈLE	4c	2014-02-18
178124	ARSENAULT, MARIE-EVE	3b	2014-02-18
178587	TUDOR, ADRIAN	1a	2014-01-31
179577	DOYON, ROGER	1a	2014-02-03
180140	HAMEL, JOSIANNE	4b	2014-02-14
180699	KARTOUT, LOTFI	1a	2014-02-10
181447	RÉMILLARD, SIMON	1a	2014-02-11
182027	THÉNOR, PHILIPPE	3b	2014-02-13
184042	MINVILLE, PIER-LUC	5b	2014-02-18
184075	MAILLOUX, JONATHAN	1a	2014-02-07
184550	LAVOIE, NATHALIE	1a	2014-01-30
185179	OTIS, DOMINIC	1b	2014-01-31

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
185576	LARRIVÉE, MAUDE	4b	2014-01-29
186062	PICHÉ, ANIK	4a	2014-02-05
186236	BORGES-PROULX, SÉBASTIAN	6a	2014-02-01
187001	FERLAND, LUC	3b	2014-02-05
187466	HAMMAD, RABIH	3b	2014-01-31
187688	LABELLE, CHANTAL	4a	2014-01-30
187728	LAJOIE, IAN	1a	2014-02-07
188047	PELLETIER, MÉLANIE	3b	2014-02-03
188148	NADEAU, MÉLANIE	4a	2014-01-31
188225	PAQUET, CHRISTIAN	1a	2014-02-12
188761	DROUIN, SYLVIE	4a	2014-02-03
188784	THÉRIAULT-GARANT, MARILOU	3b	2014-02-11
190214	KOZEL, STÉPHANIE	4a	2014-01-30
190217	RÉMILLARD, CHRISTIAN	1a	2014-02-07
190238	AKIKI, ROLAND	6a	2014-02-11
190276	GAGNON-VÉZINA, MAUDE ISABELLE	3b	2014-02-18
190909	MAOUCHE, MAHMOUD	1a	2014-02-14
191250	SARA, SACHA MATHIEU	4b	2014-02-12
191907	BEAUDRY, CHANTAL	4b	2014-02-13
192042	HAINS, GINETTE	1a	2014-02-03
192182	CLOUTIER, GABRIELLE	1a	2014-02-05
192827	LESSARD, FRANÇOIS	1a	2014-02-14
193216	DUCHARME, ROGER	1a	2014-02-14
194400	LAPERRIÈRE-COUTURE, JULIEN	1b	2014-02-05
194529	RUEL, JUDY-ANN	1a	2014-02-11
194638	ARSENAULT, JUDITH	3b	2014-02-07
194707	GARIEPY, KEVIN	1a	2014-02-11
195173	SERHIR, ABDELADEIM	1a	2014-02-14
195633	JACKSON, SHAUNA	3b	2014-02-18
196373	BLANCHARD, LUC	3b	2014-02-14
196581	OTIS, MARIE-EVE	3b	2014-02-05
196959	HACHANI, MOHAMED	1a	2014-01-31
197088	SARAY, THOMAS	3b	2014-02-18

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
197348	CHARRON, VICKY	1a	2014-01-31
197409	DROLET, MARIE JOSÉE	1b	2014-02-13
197418	VALOIS, PIERRE-LUC	1a	2014-02-07
197448	MARTINOT, ARTHUR	1a	2014-02-11
197509	DESGAGNÉ, GABRIEL	1a	2014-01-31
197736	DEROME, MARTIN	4a	2014-02-08
198213	LAVOIE, ALEXANDRE	1a	2014-02-07
198647	OUELLET, VICKY	1b	2014-02-06
198674	ZHENG, XIN	1a	2014-02-12
198983	GROMOVA, VALENTINA	1a	2014-02-14
198986	NELSON, CYNTHIA	1a	2014-01-31
199029	HAMEL, DENIS	1a	2014-01-31
199254	LEMIEUX, SYLVIE	1a	2014-02-07
199277	BERNIER, ANNIE	1a	2014-02-18
199347	ASSELIN, FÉLIX	3b	2014-01-29
199386	GIRARD, STEVE	5b	2014-02-07
199470	ROBICHAUD, ISABELLE	1a	2014-02-18
199581	MARTEL-THIBEAULT, TOMMY	1a	2014-02-07
199614	MILLETTE, JUSTIN	1a	2014-02-05
200394	QUENNEVILLE, ANNE	1b	2014-02-06
200583	SÉNÉCAL-KIROUAC, ALEXANDRE	1a	2014-02-07
201398	POULIN, VIRGINIA	5b	2014-02-07
201463	MATTE, JEAN FREDERICK	1b	2014-02-06
201520	DIONISIO, VANDA	3b	2014-02-06
201558	JEEWOOTH, SATYAM SHARMA	1a	2014-02-07
201608	OPREA, DORINA	1a	2014-02-07
201658	LÉVESQUE-DUCHÊNE, PIERRE	1b	2014-02-13
201715	HUDON, KARINE	1b	2014-02-13
201733	COURCHESNE, JOSÉE	1a	2014-01-31
201794	L'ECUYER, STÉPHANIE	1a	2014-01-30
201855	CHRÉTIEN, DAVID	1a	2014-02-04
201862	ST-ARNEAULT, JOËLLE	1a	2014-02-05
201899	THERIAULT, KEVIN	1b	2014-02-06

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
201903	MATTE BOURDAGES, CHRISTIAN	1a	2014-02-17
201940	GOUPIL, ANNIE	3b	2014-02-07
201961	LACOURSIÈRE, JULIE	1a	2014-02-07
202166	LEVESQUE, CHRISTOPHER	1b	2014-02-07
202204	DUFOUR, JONATHAN	1b	2014-02-13
202292	RADUCEA, SIMONA CORINA	3b	2014-02-14
202301	AGOZZINO, LISA	1a	2014-02-18
202382	LAMOUREUX, LIETTE	1b	2014-01-31
202481	BÉRARD, JULIE	3b	2014-02-10
202516	NAUD, VERONIQUE	1a	2014-02-03
202517	PAQUET, AUDREY	1b	2014-02-05
202667	LAHAIE, HELENE	1b	2014-02-06
203005	BEDARD, CATHERINE	1a	2014-02-07
203034	VERNER, SYLVAIN	3b	2014-02-10
203090	APRIL, STEVE	3b	2014-02-18
203295	CHEHRI, ISABELLE	1a	2014-02-18

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez vous référer à la légende mentionnée ci-dessous pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
100200	ALLARD, JEAN-MARC	4a	2014-02-01
100210	ALLARD, LOUISE	6a	2014-02-01
100244	ALLATT, REGINALD	1a, 2a	2014-02-01
100275	ALVAREZ, MELCHOR	1a	2014-02-01
100351	ANGULO, HERNAN	1a, 2a	2014-02-01
100488	ARMAND, NATHALIE	4b	2014-02-01
100572	ARSENEAULT, MARYSE	4b	2014-02-01
100599	ASSAYAG, CHARLES	3a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
100601	ASSAYAG, MARC	1a	2014-02-01
100628	ASSELIN, MARIO	6a	2014-02-01
100678	AUBÉ, ROBERT	6a	2014-02-01
100758	AUCLAIR, YVON	1a	2014-02-01
100803	AUDET, RAYMOND	1a	2014-02-01
100929	AYOUB, GEORGES	1a	2014-02-01
101051	BANNON, RÉGENT	4a	2014-02-01
101060	BARABÉ, LOUISE	6a	2014-02-01
101071	BARBATANO, MARIA TERESA	4b	2014-02-01
101073	BARBE, FRANCINE	6a	2014-02-01
101091	BARBUSCI, FRANCK	1a	2014-02-01
101219	BARTEN, SIMON	C	2014-02-01
101305	BAZINET, YVON	6a	2014-02-01
101381	BEAUCHEMIN, LYNE	4a	2014-02-01
101429	BEAUDOIN, ANNIE	4a	2014-02-01
101453	BEAUDOIN, JACQUES	5a	2014-02-01
101528	BEAUDRY, MICHAEL	1a, 2a	2014-02-01
101598	BEAULIEU, JACQUES	6a	2014-02-01
101618	BEAULIEU, LORRAINE JEAN	4a	2014-02-01
101626	BEAULIEU, MARC	6a	2014-02-01
101680	BEAUMIER, FRANCINE	6a	2014-02-01
101689	BEAUMONT, ÉDITH	5a	2014-02-01
101818	BEDARD, DANIELLE	6a	2014-02-01
101858	BÉDARD, MICHEL	4a	2014-02-01
101916	BÉGIN, JOSEPH-MARIE	1a	2014-02-01
101970	BÉLAND, MAJELLA	3a	2014-02-01
101977	BÉLAND, MICHEL	6a	2014-02-01
101996	BÉLANGER, ANNIE	1a, 6a	2014-02-01
102012	BÉLANGER, CAROLINE	4b	2014-02-01
102141	BÉLANGER, PIERRE	1a	2014-02-01
102255	BÉLIVEAU, MARYSE	3a	2014-02-01
102293	BELLEFLEUR, ÉRIC	4b	2014-02-01
102299	BELLE-ISLE, CLAUDE	5a	2014-02-01
102320	BELLEMARE, PAUL	1a, 4a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
102376	BELVAL, DENIS	1a	2014-02-01
102396	BELZILE, MARCEL	1a, 2a	2014-02-01
102427	BENJAMIN, FRANCE	6a	2014-02-01
102506	BERGERON, SONIA-ANNIE	6a	2014-02-01
102530	BERGERON, ÉRIC	1a, 6a	2014-02-01
102559	BERGERON, JACQUES	3a	2014-02-01
102706	BERNARD, MICHEL	1a	2014-02-01
102745	BERNÈCHE, GISÈLE	4a	2014-02-01
102794	BERNIER, JEAN-LUC	1a, 2a, 6a	2014-02-01
102865	BERTHELOT, VALMONT	1a	2014-02-01
102921	BERTRAND, GUY	1a	2014-02-01
102967	BÉRUBÉ, BRUNO	1a	2014-02-01
102993	BÉRUBÉ, JOCELYN	1a	2014-02-01
103043	BESSETTE, FRANCE	1a, 2a	2014-02-01
103164	BILODEAU, JEAN-LOUIS	1a, 2a	2014-02-01
103202	BILODEAU, SYLVIE	1a, 4a	2014-02-01
103221	BINETTE, LINDA	6a	2014-02-01
103282	BISSON, MICHEL	6a	2014-02-01
103611	BLUNDELL, MICHAEL	5a	2014-02-01
103613	BLUTEAU, FRANCINE	4a	2014-02-01
103620	BODI, DAVID	4a	2014-02-01
103948	BOLDUC, ROGER	3a	2014-02-01
104011	BONNEVILLE, RÉJEAN	6a	2014-02-01
104027	BORDELEAU, GILLES	1a	2014-02-01
104130	BOUCHARD, DENIS	6a	2014-02-01
104231	BOUCHARD, PHILIPPE	6a	2014-02-01
104281	BOUCHARDY, JOELLE	1a	2014-02-01
104289	BOUCHER, BRIAN	1a	2014-02-01
104458	BOUDREAULT, ALCIDE	1a	2014-02-01
104509	BOUFFARD, JEAN-CLAUDE	4a	2014-02-01
104608	BOULET, RÉGENT	1a	2014-02-01
104758	BOURGET, SYLVAIN	6a	2014-02-01
104761	BOURGOIN, ANDRÉ	6a	2014-02-01
104782	BOURNIVAL, RENÉ	3a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
104838	BOUTBOUL, NICOLE	3a	2014-02-01
104949	BOYER, LISE MADORE	4a	2014-02-01
104950	BOYER, MARIE-FRANCE	6a	2014-02-01
105096	BRETON, CHRISTIAN	1a	2014-02-01
105110	BRETON, LINE	3b	2014-02-01
105129	BRETON, STÉPHANE	6a	2014-02-01
105267	BROCHU, LISE	3a	2014-02-01
105281	BROCHU, YVAN CHRISTIAN	6a	2014-02-01
105359	BROUILLETTE, JACQUES	4a	2014-02-01
105364	BROUILLETTE, MARTINE	6a	2014-02-01
105431	BRUNEAU, DANIELLE	1a, 2a	2014-02-01
105473	BRUNET, GUY	6a	2014-02-01
105519	BRUZZESE, VINCE	5a	2014-02-01
105562	BUJOLD, SERGE	6a	2014-02-01
106405	BOUTIN, DIANE	1a	2014-02-01
113584	BÉGIN-GAGNON, LOUISE	6a	2014-02-01
124768	BERTHIAUME-NADEAU, CÉCILE	6a	2014-02-01
134572	BADDELEY, ANGELA	4a	2014-02-01
135288	BUJOLD, DIANE	1a, 2b	2014-02-01
135298	BOISSONNEAULT, JESSIE	1a, 6a	2014-02-01
135710	BARIL, MONIQUE	4a	2014-02-01
136338	BROUILLARD, JOHANNE	6a	2014-02-01
136589	BELLIARD, CHANTAL	4b	2014-02-01
137851	BROCHU, PAUL	5a	2014-02-01
138512	BÉRUBÉ, JEAN-SIMON	5a	2014-02-01
139146	BROCHU, ANDRÉE	2b	2014-02-01
139192	BOUCHER, VICKY	3a	2014-02-01
139283	BARBEAU, DIANE	5a	2014-02-01
139415	ABIAAD, LINE	5b	2014-02-01
139978	BRODEUR, JOCELYN	1a	2014-02-01
140036	BUJOLD, NICOLAS	5a	2014-02-01
140063	BERGERON, FABIENNE	5a	2014-02-01
140252	BRUZZESE, FRANCESCO	5c	2014-02-01
141019	BOUTIN, LUCIE	3a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
141157	ABBOTT, MARK	5a	2014-02-01
141651	BLOUIN, ÉDITH	4a	2014-02-01
142046	ANCTIL, THÉRÈSE	4a	2014-02-01
143930	BOILEAU, DANIEL	1a	2014-02-01
144442	BOUTIN, DIANE	1b	2014-02-01
146073	BROCHU, PAUL	4b	2014-02-01
146503	BERNIER, MICHEL	3a	2014-02-01
146659	BÉGIN, JEAN-FRANÇOIS	1a	2014-02-01
146801	BOUFFARD, MARTIN	1a	2014-02-01
148333	BOURSIQUOT, HUGUES	1a	2014-02-01
148565	BÉNARD, MANON	4a	2014-02-01
149524	BOUCHARD, CHRISTIAN	1a	2014-02-01
149593	BOURDEAU, STEVE	6a	2014-02-01
149838	ABOU SALEH, MICHEL	1a	2014-02-01
149981	BLANCHET, CHANTAL	4b	2014-02-01
150373	BERNARD, JEAN	1b	2014-02-01
151661	AUGUSTE, NATHALIE	5a	2014-02-01
151758	BIDÉGARÉ, NANCY	4b	2014-02-01
154710	BEAUDOIN, JEAN-DAVID	1a, 2b	2014-02-01
154854	ASSELIN, MARIE-CHRISTINE	4b	2014-02-01
155831	BERGERON, ANNE-MARIE	1a	2014-02-01
155933	BERUBÉ, DAVE	1a	2014-02-01
156553	BELLEFEUILLE, DIANE	4b	2014-02-01
156675	BERGERON, MATHIEU	4a	2014-02-01
156893	BENCHIMOL, THIERRY	4a, C	2014-02-01
156998	ALLARD, MICHÈLE	4b	2014-02-01
157163	BISAILLON, STEVE	1a	2014-02-01
158154	BENITEZ, SONIA	4c	2014-02-01
158157	BOURNIVAL, NATHALIE	3b	2014-02-01
158316	BEAUDOIN, SYLVIE	4b	2014-02-01
158425	BONNETTE, SÉBASTIEN	1a	2014-02-01
158646	ANDELY, DAVID	4a	2014-02-01
158872	BILODEAU, GENEVIÈVE	3b	2014-02-01
158961	AGUIRRE RAMIREZ, MARCO ANTONIO	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
159008	BLAIS, JULIE	4b	2014-02-01
159065	BREBION, ALAIN	1a	2014-02-01
159879	BARGONÉ, LYNE	2b	2014-02-01
160307	BRODEUR, CHANTAL	4b	2014-02-01
160883	BLACKBURN, MARC-ANTOINE	1a	2014-02-01
160976	AUBERT, JEAN	1a	2014-02-01
161181	BENEDETTI, MARTINE	4b	2014-02-01
162561	AUDET, CLAUDE	1a	2014-02-01
162749	BASIOUCK, ANNE-ELISABETH	4b	2014-02-01
162855	BOURDAGES, RÉJEANNE	4b	2014-02-01
163580	BELLAVANCE, SUZANNE	4c	2014-02-01
163753	BOURGEOIS, JULIE	2b	2014-02-01
164187	BEAUDOIN, PHILIPPE	1a	2014-02-01
164266	BENOIT, GUY	3b	2014-02-01
164405	BALDÉ, IBRAHIMA	6a	2014-02-01
164770	BERGERON, DENISE	1a	2014-02-01
164898	AYOTTE, JULIE	4b	2014-02-01
165332	BÉDARD, FRANCINE	1a	2014-02-01
165490	BÉDARD, GUYLAINE	5b	2014-02-01
165646	AUBÉ, PAUL	2b	2014-02-01
165664	BEAULIEU, KARINE	4b	2014-02-01
165868	BELZILE, PATRICK	6a	2014-02-01
166618	BERNIER, PIERRE-LUC	1a	2014-02-01
167228	BOURGEOIS, MATHIEU SÉBASTIEN	5b	2014-02-01
167379	BÉLANGER-BOURGOIN, CHARLES	3b	2014-02-01
167565	BÉLAND, RACHEL	5b	2014-02-01
167699	BOUCHARD, SONIA	4a	2014-02-01
167742	BRIÈRE, MÉLISSA	3b	2014-02-01
167897	BOUCHARD, SYLVAIN	1a	2014-02-01
168437	BOUZIR, ANIS	1a	2014-02-01
168871	BERGERON, SONIA	4a	2014-02-01
169274	ARHONTOU, NIKOLAOS	3b	2014-02-01
169308	BILODEAU, CATHERINE	1a	2014-02-01
169730	ABRIANI, PABLO	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
169896	BERGERON, NATHALIE	4b	2014-02-01
170123	BELL, IAN	3b	2014-02-01
170551	BOUILLON-GINGRAS, NANCY	4b	2014-02-01
171141	BOURQUE, DAVID	1a, 2b	2014-02-01
171348	BALEJA KABEYA, THARCISSE	1a	2014-02-01
171741	BOISVERT, ANNIE	3a	2014-02-01
173359	ATANGANA, MEWOLI PAUL BLAISE	1a	2014-02-01
173870	BAH, SOULEYMANE	1a	2014-02-01
174172	AMAR, ERICK	1a, 3b	2014-02-01
174384	BILODEAU, AUDREY	4b	2014-02-01
174885	ALLIMANN, YVES	1a	2014-02-01
175219	BIDI, ISSAM	1b	2014-02-01
175736	BRYANT, ARLENE VASSAN	1a	2014-02-01
176273	BOUCHARD, EMANUEL	1a	2014-02-01
177148	BEAULIEU, RÉMI	4b	2014-02-01
177412	BERNIER, ROXANNE	6a	2014-02-01
177463	BRAULT, JULIE	1a	2014-02-01
177973	BELAND, ANNIE	4a	2014-02-01
178899	BOULET, DENIS	1a	2014-02-01
179632	AUCLAIR, MIREILLE	4a	2014-02-01
180000	BOUCHER-VACHON, ALEX	4a	2014-02-01
180354	BÉLAND, KARINE	3b	2014-02-01
180817	BOISSONNEAULT-GOSSELIN, MARIE-CHRISTINE	3b	2014-02-01
181192	BALAFOUTIS, TONY	1a	2014-02-01
181388	BEAUDOIN, JACQUES	1a	2014-02-01
181476	BLAIS, SÉBASTIEN	1a	2014-02-01
181512	BRUNEAU, FRANÇOIS	1a	2014-02-01
182021	BERNATCHEZ, YVAN	1b	2014-02-01
182540	BÉDARD, DAISY	1a	2014-02-01
182554	ANANIA, JUSTIN	1a	2014-02-01
182648	BOISSONNEAULT DROUIN, FRANÇOIS	2b	2014-02-01
183142	BAOUANE, KAHINA	4b	2014-02-01
183255	ASSIGBE, KOFFI	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
183437	ASHIKWE, STEPHEN	3b	2014-02-01
183724	BELISLE, LUC	1a	2014-02-01
184216	BISSONNETTE, BERNARD	1a	2014-02-01
184238	BEAUCHAMP AMSTUTZ, ERIC	1a	2014-02-01
184253	AVINO, MARILYNE	4b	2014-02-01
184482	BLAIN, PIERRE-ANTOINE	1a	2014-02-01
184657	BERTHELOT, MICHAËL	6a	2014-02-01
185193	BLAQUIÈRE, CARINE	1a	2014-02-01
185248	BELLANGE, FRITZ	1a	2014-02-01
185262	BEAUDOIN-GAGNON, JESSICA	4b	2014-02-01
185328	BESNER, SAMUEL	4b	2014-02-01
185524	BEN YOUSSEF, HOUYEM	1a	2014-02-01
185827	BOISLARD, MYLÈNE	3a	2014-02-01
185867	BOUCHARD, MICHELLE	2b	2014-02-01
185921	BUSSIÈRES, CYNTHIA	1a	2014-02-01
186273	BÉLANGER, JEAN-MICHEL	2c	2014-02-01
186595	ALFRED, NAHUM	1a	2014-02-01
186913	ABSI, CLAUDIA	1a	2014-02-01
187060	BÉLISLE, MARTIN	4a	2014-02-01
187242	BEAUCHAMP, MARIE-EVE	4b	2014-02-01
187416	BROSSEAU, DIANE	1a	2014-02-01
187469	AUDET, PIER-OLIVIER	1a	2014-02-01
187473	ANASTASOPOULOS, DIMITRIOS	1a	2014-02-01
187567	BICKERTON, TODD	4a	2014-02-01
187840	BOTERO LOPEZ, LUIS	1a	2014-02-01
187899	AMPA-SOWA, NAA ANYELE	1a	2014-02-01
187903	BULLOCK, MACKENZIE	4c	2014-02-01
188232	BÉRUBÉ, MANON	1a	2014-02-01
188315	BIBEAU, STÉPHANIE	3b	2014-02-01
188346	BERTRAND, KARINE	1a	2014-02-01
188361	BRODEUR, GENEVIÈVE	1b	2014-02-01
188831	BEAUDIN, CAROLINE	1b	2014-02-01
189079	ALEXANDRE, MONNETAS	4b	2014-02-01
189153	BÉDARD, MAXIME	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
189192	BENCHEKROUN, ABBAS	1b	2014-02-01
189644	BYÉ, FRÉDÉRIC	1a	2014-02-01
189846	BROSSEAU, ERIC	5b	2014-02-01
189936	BLOUIN, JACINTHE	1a	2014-02-01
190074	BURNS, KATHRYN JUDITH	3b	2014-02-01
190378	BABAIMEHR, YEGANEH	1a	2014-02-01
190549	BÉRUBÉ, VÉRONIQUE	1a	2014-02-01
190578	BROCHU, JESSICA	1a	2014-02-01
191077	ARDOUIN, SIMON	1a	2014-02-01
191109	BÉGIN, FRÉDÉRIC	3b	2014-02-01
191113	BLAIS, ARIANE	1a	2014-02-01
191590	BESSETTE, ALAIN	1a	2014-02-01
191846	BÉLISLE, PHILIPPE	1a	2014-02-01
192099	BELKHIR, ANISSA	3b	2014-02-01
192371	BOLDUC-COUTURIER, DAVID	1b	2014-02-01
192401	BERGEVIN, JEAN-DOMINIQUE	3b	2014-02-01
192441	AIT HSAIN, LAHOUSSINE	1a	2014-02-01
192452	BARE, WADOU	1a	2014-02-01
192471	ASSELIN, JULIE	1a	2014-02-01
192501	BOUCHER, CLAUDE	1a	2014-02-01
192812	BARIBEAU, FRANÇOIS	3a	2014-02-01
192824	BILODEAU, MÉLANIE	1b	2014-02-01
193122	BIBEAU, CATHERINE	1a	2014-02-01
193297	BILODEAU, STÉPHANE	4a	2014-02-01
193661	BUSSIÈRE, KARINE	1a	2014-02-01
193729	BEAULIEU, STÉPHANIE	1a	2014-02-01
193774	BRAVO, RODOLFO	1a	2014-02-01
194005	AYADI, BESMA	1a	2014-02-01
194012	AYADI, MANEL	1a	2014-02-01
194018	BISSON, GUILLAUME	1a	2014-02-01
194208	BÉGIN, MYKO	1a	2014-02-01
194243	BEAUDOIN, CHRISTINE	1a	2014-02-01
194308	BEAUMONT, JULIE	3b	2014-02-01
194321	BOOTH, MORGAN	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
194329	BOUCHER, JEAN-CHRISTOPHE	3b	2014-02-01
194379	AGYEPONG-APRAKU, KWAKU	1b	2014-02-01
194502	BOUCHER, NANCY	3b	2014-02-01
194630	BAZELAIS, JACKSON MENTOR	1a	2014-02-01
194696	BALTATÉANU, CARMEN	1a	2014-02-01
194751	BOURDEAU, BRIGITTE	1a	2014-02-01
194870	BERNIER, STÉPHANE	1a	2014-02-01
194955	BERNIER, LUC	4a	2014-02-01
195126	BOUCHER, MÉLANIE	1b	2014-02-01
195368	BRYSON, HEATHER	4b	2014-02-01
195433	BEAULIEU, JAMES	1a	2014-02-01
195434	BELKEBIR, HASSANA	3b	2014-02-01
195435	BERNARD, VALÉRIE	4a	2014-02-01
195437	BABIN, MAXIME	1a	2014-02-01
195507	BLOUIN, ALEXANDRE	1a	2014-02-01
195578	ATHANASAKOS, PANAGIOTA	1a	2014-02-01
195579	AHMED, HAMED	4b	2014-02-01
195698	BLEAU, JEAN-SÉBASTIEN	1b	2014-02-01
195731	BILODEAU, JEAN-YVES	1a	2014-02-01
195964	BEAULÉ, CATHERINE	1a	2014-02-01
196066	BOUCHER, DOMINIC	1a	2014-02-01
196480	BUJOLD-BÉDARD, MONICA	1a	2014-02-01
196509	BOUHID, RACHIDA	1a	2014-02-01
196607	BOUDREAU, BÉLINDA	3b	2014-02-01
196658	BOLDUC, KARL	3b	2014-02-01
196711	ASSAL, JENNY	1a	2014-02-01
196730	BOUCHARD, DOMINIQUE	1a	2014-02-01
196731	BRICE, MÉLANIE	4b	2014-02-01
196782	BARGELLETTI, PAOLO	1a	2014-02-01
196822	BÉLAND, SAMUEL	1a	2014-02-01
196875	BOU-SAMRA, JOSÉE	1a	2014-02-01
196911	BAHAJI, OMAR	1a	2014-02-01
197028	BEAUSOLEIL, DAVID	1b	2014-02-01
197032	AUCOIN, GENEVIÈVE	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
197096	ABIR, ABDELLAH	1a	2014-02-01
197101	BEN CHAGRA, ALAA EDDIN	1a	2014-02-01
197146	BOISVERT, MÉLISSA	1b	2014-02-01
197184	BOURASSA, JULIE	4b	2014-02-01
197279	AUBIN-PRIMEAU, SARAH	1a	2014-02-01
197283	BRISSETTE DINIELLI, CATHERINE	1b	2014-02-01
197442	BÉRUBÉ, LAVAL	1b	2014-02-01
197487	BENLAFQIH, EL HABIB	1a	2014-02-01
197606	BREAU, MARC-ANDRÉ	1a	2014-02-01
197658	BASSIR, SAMIRA	1a	2014-02-01
197702	BROCHU, MICHAËL	1a	2014-02-01
197780	BEDDOUCH, ABDERRAHMAN	1a	2014-02-01
197840	BACHAND, DOMINIQUE	1a	2014-02-01
197841	BATSON, MERISA	1a	2014-02-01
198358	BONBON, BERTO	4b	2014-02-01
198368	BOUKADIDA, SAFOUANE	1a	2014-02-01
198447	BOUCHARD-BOULIANE, ETIENNE	2a	2014-02-01
198570	ALAVIZADEH, FARIN	1a	2014-02-01
198748	AGOUA, KOKOU EMEFA	1a	2014-02-01
198773	BROCHU, HÉLÈNE	4c	2014-02-01
198786	AMROUCHE, LARBI	1a	2014-02-01
198787	BERGERON, JOÉ	1a	2014-02-01
198823	BARDIER, BENOIT	2a	2014-02-01
199010	AYELE, ABRAHAM	1a	2014-02-01
199104	BOLDUC, FRANÇOIS	1a	2014-02-01
199105	BONEFON, MÉLISSA	1a	2014-02-01
199176	BESNER-PELLERIN, BORIS	1a	2014-02-01
199257	BÉLAND, STÉPHANIE	3b	2014-02-01
199290	ALLARD, MICHAËL	1a	2014-02-01
199305	ANDREEV, ANDRIAN	1a	2014-02-01
199310	ABELLA, KIM	1b	2014-02-01
199390	BADO, CARINE	3b	2014-02-01
199398	AUCLAIR, CINDY	1b	2014-02-01
199552	BAMBA, MAMADOU	1a	2014-02-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
199565	BONNEVILLE, GENEVIÈVE	1a	2014-02-01
199575	BEAUDOIN, LORRAINE	1b	2014-02-01
200312	BERGER, MARIE-EVE	1b	2014-02-01
200464	BUSSIÈRE, ETIENNE	1a	2014-02-01
200478	BOUDJARANE, RACHID	1a	2014-02-01
200511	BÉLANGER, JOHANIE	1b	2014-02-01
200659	BEAUDOIN, JO-ANNIE	1a	2014-02-01
200699	AL HUSSEINI, HUSSEIN	1a	2014-02-01
200835	BOYES-ROLLIN, CINDY	4c	2014-02-01
200880	BEAUREGARD, CHANTAL	1a	2014-02-01
201200	BLANCHETTE, KIM	1b	2014-02-01
201269	BOUDREAU, GUILLAUME	1b	2014-02-01
201270	BOURMEL, LEILA	1b	2014-02-01
201480	BEDARD, FRANCYS-OLIVIER	1b	2014-02-01
201516	BRODEUR-ROWE, JUDITH	3b	2014-02-01
201559	ARNOLD RICHER, SOLEN	1b	2014-02-01
201566	BARRON, STEVEN	1a	2014-02-01
201763	BRAHIMI, SAMIRA	4a	2014-02-01
201783	ACHER, NOÉMIE	3b	2014-02-01
201788	BOURASSA, NADIA	2c	2014-02-01
201897	ABDOU CHEKARAOU, IBRAHIM	4b	2014-02-01
201962	BOUIN, LINDA	1a	2014-02-01
202285	BROWN, TAMARA	1a	2014-02-01
202406	BOUTELLAKA, ISSAM	1a	2014-02-01
202558	BOUCHARD, OLIVIER	1b	2014-02-01
202568	BOURSLIA, HACENE	1a	2014-02-01

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Aucune information.

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500012	LES ASSURANCES JACQUES BOUCHARD INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-11
501447	ASSURANCES GRIMARD INC.	Assurance de personnes Assurance de dommages	2014-01-29
501775	AGENCE D'ASSURANCE BERNARD TAILLON INC	Assurance de dommages	2014-02-10
501940	ROBERT CAYER	Planification financière	2014-02-10
503184	GAO-FANG LAO	Assurance de personnes	2014-02-10
504002	ROSAIRE APRIL AGENCE D'ASSURANCE LTÉE	Assurance de personnes	2014-02-05
504097	LES ASSURANCES DENIS PARENT INC.	Assurance de dommages	2014-02-03
504667	ASPRO ASSURANCES ET ASSOCIÉS INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-05
505197	GESTION RÉAL BOLDUC INC.	Assurance de personnes	2014-02-14
505197	GESTION RÉAL BOLDUC INC.	Assurance de personnes	2014-02-14
508568	LISE LALANCETTE	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-11
509621	DALLAIRE & RACINE ASSURANCES INC.	Assurance de personnes	2014-02-03
509884	FRANÇOIS GAUTHIER	Assurance collective de personnes	2014-02-18
510229	MICHEL CHEVALIER	Assurance de personnes	2014-02-14
510284	GROUPE CGL. INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-11
510444	9124-6967 QUÉBEC INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-10
510496	ANDRÉ DESJARDINS	Assurance de personnes	2014-02-13

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
511500	CAROLE FORTIER	Assurance de personnes	2014-02-13
512138	SERVICES FINANCIERS RÉGIS PELLETIER INC.	Assurance de personnes	2014-01-29
512758	ASSURANCES BORDUA INC.	Assurance de dommages	2014-02-13
513604	CHRISTIAN PERREAULT	Assurance de personnes	2014-02-06
514021	SIMON RÉMILLARD	Assurance de personnes	2014-02-11
514131	RICHARD MATTEAU	Assurance de personnes	2014-01-29
514424	MATHIEU CHALIFOUX	Assurance de personnes	2014-02-18
514610	JEAN-NICOL PAUL	Assurance de personnes	2014-01-30
514683	LUIS HORACIO BEDOYA	Assurance de personnes	2014-02-07
514727	ROGER DROUIN	Assurance de personnes	2014-02-06
514911	SERVICE FINANCIER N.G INC.	Assurance de personnes	2014-02-14
515323	CABINET DE SERVICES FINANCIERS ROGER LEDUC INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-14
515598	LORRAINE LEGAULT	Assurance de personnes	2014-02-10
515716	HOUYEM BEN YOUSSEF	Assurance de personnes	2014-01-31
515910	FRANCE LAVOIE	Assurance de personnes	2014-02-13
516123	JUN YING FAN	Assurance de personnes	2014-01-31
600056	LISANE PAQUETTE	Assurance de personnes	2014-02-05
600065	ASSURANCES MARYSE BÉLIVEAU INC.	Assurance de dommages	2014-02-05
600144	SERVICES D'ASSURANCES MACQUARIE LTÉE	Assurance de personnes	2014-02-05

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
Financière Banque Nationale Inc.	Néron	Yves	2014-01-30

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
600381	ASSURANCES GAUTHIER ET LÉVESQUE INC.	Linda Gauthier	Assurance de dommages	2014-01-31
600388	ZIEBEQ CORP.	Hernando Alfonso Alecina	Assurance de personnes	2014-02-03
600390	SOLIS-NAPKY INC.	François Solis	Assurance de personnes	2014-02-04
600392	EFFICIENCE TACTIQUE CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	Yvan Landry	Assurance de personnes	2014-02-04
600395	SERVICES FINANCIERS HBEDOYA INC	Luis Horacio Bedoya	Assurance de personnes	2014-02-07
600400	SERVICES FINANCIERS ET D'ASSURANCE LEDUC INC.	Karine Leduc	Assurance de personnes	2014-02-05
600401	PRESTIGE SÉCURITÉ FINANCIÈRE INC.	Christian Perreault	Assurance de personnes	2014-02-06
600411	STRATÉGIES FINANCIÈRES LISE LALANCETTE INC.	Lise Lalancette	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-02-11
600413	9289-5903 QUÉBEC INC.	Sylvain Flibotte	Assurance de personnes	2014-02-11
600416	SERVICES CONSEILS TOTEM INC.	François Méthot	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2014-02-12
600417	LONEY SERVICES CONSEILS INC.	Yvon Loney	Assurance collective de personnes	2014-02-12
600419	CAPFIN INC.	Stéphan Comtois	Assurance de personnes	2014-02-13
600420	MICHEL CHEVALIER SERVICES FINANCIERS INC.	Michel Chevalier	Assurance de personnes	2014-02-14
600424	JT ASSURANCES INC	Jacques Tardif	Assurance collective de personnes	2014-02-17
600427	FRANÇOIS GAUTHIER GROUPE CONSEIL INC.	François Gauthier	Assurance collective de personnes	2014-02-18
600430	9252-4263 QUÉBEC INC.	Mathieu Chalifoux	Assurance de personnes	2014-02-18

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 BDR

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-0983

DATE : 17 février 2014

LE COMITÉ : M ^e François Folot	Président
M ^{me} Monique Puech	Membre
M. Jean Dion, A.V.A.	Membre

NATHALIE LELIÈVRE, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

FRANCK SAINTILUS, (certificat 185713)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

[1] Le 22 octobre 2013, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière s'est réuni au siège social de la Chambre sis au 300, rue Léo-Pariseau, bureau 2600, Montréal, et a procédé à l'audition d'une plainte disciplinaire portée contre l'intimé ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

« 1. À Montréal, le ou vers le 4 avril 2012, l'intimé a soumis ou permis que soit soumise à l'assureur Compagnie d'assurance Combined d'Amérique, une proposition d'assurance au nom de K.C., sur laquelle la signature de ce dernier était contrefaite, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3); »

CD00-0983

PAGE : 2

PREUVE DES PARTIES

[2] Au soutien de la plainte, la plaignante versa au dossier une preuve documentaire qui fut cotée P-1 à P-6 et fit entendre l'enquêteur, M^e Marie-Julie Gauthier.

[3] Quant à l'intimé, celui-ci témoigna mais ne déposa aucun document.

LES FAITS

[4] Tel que rapporté à la décision rendue par le comité le 8 août 2013 dans l'affaire connexe de *Nathalie Lelièvre c. Abdelkader Idouche*, CD00-0982, le contexte factuel rattaché à la présente plainte est le suivant.

[5] Le ou vers le 4 avril 2012, alors qu'il faisait du porte-à-porte dans le secteur Montréal-Nord accompagné de son gérant des ventes, M. Abdelkader Idouche (M. Idouche), l'intimé s'est présenté à la résidence de M^{me} C., une dame monoparentale ayant quatre (4) enfants à charge.

[6] Après que lui eurent été présentés les produits offerts par l'assureur, la Compagnie d'assurance Combined d'Amérique (Combined), cette dernière choisit de souscrire un plan de protection pour elle-même ainsi qu'un plan pour chacun de ses enfants.

[7] Elle apposa alors sa signature sur tous les contrats sauf celui de son unique fils majeur, K.C., qui devait d'un instant à l'autre se présenter à la maison.

CD00-0983

PAGE : 3

[8] Sur l'entrefaite, ce dernier aurait toutefois communiqué avec sa mère pour l'aviser qu'à la suite d'un contretemps il ne s'y présenterait que beaucoup plus tard que prévu.

[9] M^{me} C. aurait alors décidé de signer le document de souscription à la place de son fils.

[10] M. Idouche, le gérant, aurait conservé les documents signés par M^{me} C. et les aurait rapportés au bureau; il aurait ensuite procédé à un partage des contrats avec l'intimé et remis à ce dernier deux (2) ou trois (3) d'entre eux dont celui du fils majeur K.C., signé par sa mère.

[11] Avant de soumettre ledit contrat à l'assureur, l'intimé y a indiqué son numéro de code et y a apposé sa signature à titre de représentant.

[12] Selon la version des faits qu'il a présentée au comité, il faisait confiance à son gérant et aurait signé le contrat sans le regarder¹ et sans réaliser qu'il s'agissait de celui de K.C.

[13] Bien que lors de la rencontre avec M^{me} C. il se soit contenté d'assister M. Idouche dans son travail, n'est intervenu qu'à la toute fin pour « remplir les propositions », et n'a d'aucune façon incité cette dernière à signer le contrat à la place de son fils, l'intimé savait néanmoins, tel qu'il l'a admis, que le contrat de K.C. n'avait pas été signé par ce dernier mais plutôt par sa mère.

¹ Lors d'une rencontre avec le représentant du bureau de la syndique, il aurait déclaré à ce dernier avoir regardé le document pour s'assurer qu'il ne contenait pas d'erreur (voir pièce P-5).

CD00-0983

PAGE : 4

MOTIFS ET DISPOSITIF

[14] La preuve présentée au comité ne révèle aucunement la présence chez l'intimé d'une intention frauduleuse.

[15] Ce dernier a toutefois admis qu'avant que le contrat « illicitement » signé par M^{me} C. pour son fils majeur K.C. ne soit transmis à l'assureur, il a commis la faute d'y apposer sa signature à titre de représentant.

[16] Même s'il ne semble pas avoir été animé d'un dessein malveillant et même si, selon ce qu'il a déclaré, il aurait été incité à signer le contrat par son gérant, cela ne peut suffire à le disculper.

[17] L'intimé avait l'obligation de vérifier la régularité et la conformité de la proposition qu'il signait à titre de représentant. Il était de son devoir de s'assurer de ne soumettre à l'assureur que des propositions conformes.

[18] En apposant négligemment sa signature à titre de représentant à une proposition d'assurance qu'il savait « illicitement » signée par la mère pour son fils majeur, l'intimé a permis que soit soumise à l'assureur une proposition d'assurance au nom de K.C. sur laquelle la signature de ce dernier était contrefaite.

[19] Compte tenu de ce qui précède et de la preuve qui lui a été présentée, le comité doit déclarer, et déclarera, l'intimé coupable de l'unique chef d'accusation contenu à la plainte.

CD00-0983

PAGE : 5

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

DÉCLARE l'intimé coupable de l'unique chef d'accusation contenu à la plainte;

CONVOQUE les parties avec l'aide de la secrétaire du comité de discipline à une audition sur sanction.

(s) François Folot

M^e FRANÇOIS FOLOT, avocat
Président du comité de discipline

(s) Monique Puech

M^{me} MONIQUE PUECH
Membre du comité de discipline

(s) Jean Dion

M. JEAN DION, A.V.A.
Membre du comité de discipline

M^e Jeanine Guindi
TERRIEN COUTURE
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente lui-même

Date d'audience : 22 octobre 2013

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.